

SENAT DE BELGIQUE BELGISCHE SENAAAT

SESSION EXTRAORDINAIRE DE 1961

SEANCE DU 30 MAI 1961

Proposition de loi concernant l'instauration d'un contrôle des dépenses militaires importantes.

DEVELOPPEMENTS

MESDAMES, MESSIEURS,

Depuis dix ans, le budget militaire pèse lourdement sur les finances publiques. Au cours des prochaines années, de très importantes dépenses nouvelles seront effectuées, notamment en ce qui concerne l'acquisition d'avions. Certaines industries ou groupes d'industries belges en seront bénéficiaires.

Il n'entre pas ici dans notre objet de discuter le bien-fondé de la politique militaire arrêtée par le Gouvernement. Nous partons donc du principe, sans l'approuver, que des commandes considérables sont faites, et seront faites à notre industrie nationale.

Nous répétons que nous ne désirons ici ni approuver, ni critiquer de telles dépenses. Ce qui nous intéresse en l'occurrence, c'est d'attirer l'attention sur le fait qu'il existe diverses raisons pour instaurer un contrôle strict de ces dépenses.

Au point de vue moral d'abord. Même si l'on devait estimer que la situation exige les investissements militaires dont il est question, on ne pourrait raisonnablement admettre que ceux-ci conduisent à procurer d'importants profits aux entreprises bénéficiaires des commandes. Ce point de vue doit être déterminant : *les dépenses militaires ne peuvent, en aucun cas, fournir à certaines entreprises la possibilité de réaliser des bénéfices dépassant une marge réduite.* Il en sera question plus loin.

Une seconde raison vient doubler celle qui a été définie ci-avant. Elle se situe sur un autre plan, celui des finances publiques. Il est évidemment de l'intérêt direct de l'État, et donc de la

BUITENGEWONE ZITTING 1961

VERGADERING VAN 30 MEI 1961

Voorstel van wet tot invoering van een controle op de belangrijke militaire uitgaven.

TOELICHTING

DAMES EN HEREN,

Sedert tien jaar drukt de militaire begroting zwaar op de openbare financiën. In de loop van de eerstvolgende jaren zullen zeer grote nieuwe uitgaven gedaan worden, onder meer voor de aankoop van vliegtuigen. Sommige Belgische bedrijven of groepen van bedrijven zullen hieruit voordeel halen.

Het ligt niet in onze bedoeling hier de gegrondheid van het militaire beleid van de Regering te onderzoeken. Wij gaan dus uit van het principe, zonder het goed te keuren, dat belangrijke bestellingen bij onze nationale nijverheid geplaatst worden, en zullen worden.

Wij herhalen dat wij zulke uitgaven niet wensen goed te keuren noch te hekelen. Wat wij in dit geval willen, is aandacht vragen voor het feit dat er verschillende redenen zijn om een streng toezicht op deze uitgaven in te voeren.

Allereerst uit moreel oogpunt. Zelfs indien men van oordeel zou zijn dat de militaire investeringen waarvan sprake is, door de toestand vereist zijn, dan nog is het redelijkerwijze niet te aanvaarden dat deze een bron worden van belangrijke winsten voor de ondernemingen die de bestellingen ontvangen. Doorslaggevend moet zijn dat *de militaire uitgaven in geen enkel geval aan bepaalde ondernemingen de mogelijkheid mogen bieden om winsten te maken die een beperkte marge overschrijden.* Dit zal later ter sprake komen.

Bij de hierboven omschreven reden komt nog een tweede, die op een ander vlak ligt, nl. dat van de openbare financiën. Het is duidelijk dat het rechtstreekse belang van de Staat, en dus van de

collectivité, que les dépenses à engager dans le cadre d'une politique militaire, soient réduites au niveau le plus bas possible. Il n'est pas nécessaire d'insister longuement sur ce point, d'autant plus que la trésorerie de l'Etat connaît de graves difficultés, qui ne sont pas près d'être résolues.

La communauté belge tout entière, enfin, est intéressée à ce que la réalisation des commandes militaires se fasse dans les conditions économiques et sociales les meilleures possibles.

La nécessité d'un contrôle strict s'impose donc, de toute évidence. Mais ce principe étant posé, il reste à en déterminer le champ et les modalités d'application.

Le champ d'application d'abord. Il ne s'agit pas, dans notre esprit, d'embrasser l'ensemble des dépenses militaires, ni même toutes celles qui concernent des fournitures. Par exemple, le Département de la Défense nationale est bien armé pour obtenir, en matière de marchés relatifs à l'habillement ou aux pièces d'équipement des troupes, des conditions favorables et un contrôle effectif de la qualité et du prix.

Ce qui nous intéresse essentiellement, c'est l'armement, pris au sens large : le matériel, les armes et les munitions, ceci s'appliquant bien entendu aussi bien à l'armée, qu'à la Force aérienne ou à la Force navale.

Les modalités d'application ensuite.

Il importe à la fois de veiller à ce que le contrôle soit rigoureux et efficace. Il ne doit pas être tâillon.

Pour être efficace, il doit s'exercer à trois stades : avant que la commande soit définitivement passée, pendant l'exécution de celle-ci, et enfin lors de la livraison et du paiement.

Avant que la commande soit passée, il importe de veiller à ce que l'offre corresponde effectivement aux conditions arrêtées, tant au point de vue technique qu'économique. Il faut que l'on s'assure que, du point de vue technique, l'entreprise offre toutes les garanties désirables, qu'elle dispose d'un équipement approprié et d'une main-d'œuvre qualifiée, qu'elle sera en mesure de respecter les délais prévus et que les prix offerts répondent à des normes déterminées.

Pendant la réalisation de la commande, il est indispensable de vérifier si le déroulement des opérations s'effectue selon les programmes fixés.

A la livraison enfin, le contrôle a pour objet d'aboutir à la fixation définitive du prix, selon les principes suivants :

gemeenschap, eist dat de in het kader van een militair beleid te verrichten uitgaven op het laagst mogelijke peil worden gehouden. Het is niet nodig bij dit punt lang te blijven stilstaan, des te meer daar de Schatkist af te rekenen heeft met ernstige moeilijkheden, waarvoor nog geen oplossing in zicht is.

De gehele Belgische gemeenschap, ten slotte, heeft er belang bij dat de militaire bestellingen onder de best mogelijke economische en sociale omstandigheden worden uitgevoerd.

Het staat dus buiten kijf dat een strenge controle noodzakelijk is. Maar dan komt het er op aan de werkingssfeer en de toepassingsmodaliteiten van dat principe te bepalen.

Allereerst de werkingssfeer. In onze geest gaat het niet om alle militaire uitgaven, zelfs niet om al die, welke verband houden met de leveringen. Zo beschikt het Departement van Landsverdediging bij voorbeeld over voldoende middelen om bij de contracten betreffende de kledij of de uitrustingsstukken van de troepen, gunstige voorwaarden en een daadwerkelijke controle op kwaliteit en prijs te bedingen.

Onze aandacht gaat in hoofdzaak naar de bewapening in de ruime zin des woords : het materieel, de wapens en de munities, zowel, natuurlijk, voor het Leger als voor de Luchtmacht of de Zee-macht.

Verder zijn er de toepassingsmodaliteiten.

Er dient voor gezorgd te worden dat de controle streng en doelmatig is, doch niet kleingeestig.

Om doelmatig te zijn moet de controle in drie stadia verlopen : voordat de bestelling definitief gedaan wordt, tijdens de uitvoering ervan en, ten slotte, bij de levering en de betaling.

Vóór de bestelling moet nagegaan worden of de offerte, zowel technisch als economisch, werkelijk met de vastgestelde voorwaarden overeenstemt. Uit technisch oogpunt dient men er zich van te vergewissen dat de onderneming alle gewenste waarborgen biedt, dat zij over een passende uitrusting en bevoegde arbeidskrachten beschikt, dat zij de gestelde termijnen in acht zal kunnen nemen en dat de gevraagde prijzen aan bepaalde normen beantwoorden.

Tijdens de uitvoering van de bestelling dient men na te gaan of de verrichtingen volgens de vastgestelde programma's verlopen.

Bij de levering, ten slotte, heeft de controle tot doel de prijs definitief vast te stellen, aan de hand van de volgende beginselen :

Le prix maximum sera celui de l'offre. Mais si l'établissement du prix de revient indique que l'écart entre ce prix de revient et le prix de l'offre excède une certaine marge, le prix définitif sera ramené au niveau du prix de revient auquel s'ajoutera un pourcentage, fixé lors de la conclusion du marché sur avis conforme de la Commission de contrôle, dont il va être question, et qui, en tout état de cause, ne pourra dépasser 10 p. c.

Le contrôle dont il est question sera assuré par une « Commission de contrôle », désignée auprès de chaque entreprise bénéficiaire d'une commande, le nombre de ces entreprises devant être, en tout état de cause, peu élevé.

La Commission de contrôle sera composée d'un commissaire du Gouvernement, qui la préside, de cinq experts nommés par le Parlement — dont trois par la Chambre des Représentants et deux par le Sénat — et de cinq délégués des organisations interprofessionnelles représentatives des travailleurs. Elle s'adjoindra les services d'un reviseur d'entreprises.

Le Commissaire du Gouvernement, afin d'être pleinement en mesure de remplir sa mission, aura le droit d'assister, à titre consultatif, aux réunions de tous les organes de gestion et d'administration de l'entreprise, et il aura accès à tous documents généralement quelconques. Il pourra toujours être accompagné du reviseur d'entreprises attaché à la Commission de contrôle.

Ces mesures n'ont aucun caractère vexatoire. Elles sont justifiées par les raisons données plus haut, et par l'importance des sommes qui seront mises en jeu. Les entreprises bénéficiaires, afin d'éviter toute critique, auront intérêt à les considérer de manière favorable. Elles montreront ainsi qu'elles sont soucieuses de l'intérêt général. Toute autre prise de position, d'où qu'elle vienne, indiquerait au contraire que d'aucuns ne voient dans la politique militaire que la possibilité de réaliser, au détriment de la collectivité, des profits considérables, en se soustrayant au droit de regard légitime de cette collectivité.

S. FLAMME.

De maximum-prijs zal die van de offerte zijn. Maar indien bij het opmaken van de kostprijs blijkt dat het verschil tussen deze kostprijs en de prijs van de offerte een zekere marge te buiten gaat, zal de definitieve prijs teruggebracht worden tot het peil van de kostprijs, verhoogd met een percentage dat is vastgesteld bij het afsluiten van de overeenkomst, op eensluidend advies van de Controlecommissie waarvan hierna sprake zal zijn, en dat in ieder geval niet hoger mag liggen dan 10 pct.

De controle zal worden uitgeoefend door een « Controlecommissie », ingesteld bij elke onderneming die een bestelling ontvangen heeft ; het aantal van deze ondernemingen zal, in elk geval, zeer laag zijn.

De Controlecommissie zal bestaan uit een Regeringscommissaris, die als voorzitter zal optreden, vijf deskundigen benoemd door het Parlement — van wie drie door de Kamer van Volksvertegenwoordigers en twee door de Senaat — en vijf afgevaardigden van de representatieve interprofessionele werknemersorganisaties. Zij zal zich de diensten van een bedrijfsrevisor verzekeren.

Om zijn opdracht ten volle te kunnen uitvoeren, zal de Regeringscommissaris het recht hebben de vergaderingen van alle beheers- en bestuursorganen van de onderneming met adviserende stem bij te wonen en zal hij inzage mogen nemen van alle bescheiden. Hij zal altijd vergezeld kunnen zijn van de ondernemingsrevisor bij de Controlecommissie.

Deze maatregelen zijn hoegenaamd niet krenkend. Zij zijn verantwoord door de hierboven genoemde redenen en door de hoogte van de bedragen die op het spel staan. Om alle critiek te voorkomen zullen de ondernemingen er belang bij hebben deze maatregelen gunstig te onthalen. Elk ander standpunt, van waar het ook komt, zou er integendeel op wijzen dat sommigen in het militaire beleid de mogelijkheid zien om, op de rug van de gemeenschap, aanzienlijke winst te maken door zich aan het gewettigde recht van controle van deze gemeenschap te onttrekken.

Proposition de loi concernant l'instauration d'un contrôle des dépenses militaires importantes.

Article Premier.

Toute commande de matériel, d'armes et de munitions, destinés à l'Armée, la Force aérienne et la Force navale, est soumise à un contrôle, qui s'exerce dans les conditions ci-après déterminées.

Art. 2.

Il est désigné, auprès de chaque entreprise bénéficiaire d'une commande, une Commission de Contrôle, composée de :

- un commissaire du Gouvernement, nommé par le Ministre de la Défense nationale, qui en assure la présidence ;
- cinq experts, désignés par le Parlement, à raison de trois par la Chambre des Représentants et de deux par le Sénat ;
- cinq délégués des organisations professionnelles les plus représentatives des travailleurs.

La Commission désigne un reviseur d'entreprises, chargé de l'assister dans sa mission.

Art. 3.

La Commission de Contrôle a une triple mission :

1° avant la conclusion d'un marché, elle examine si l'offre correspond, tant au point de vue technique qu'économique, aux conditions qui auront été arrêtées par le Ministre de la Défense nationale. Aucun marché ne peut être conclu que sur l'avis conforme de la Commission ;

2° pendant le cours d'exécution de la commande, la Commission veille à ce que le déroulement des opérations s'effectue selon les programmes fixés ;

3° lors de la livraison, la Commission de Contrôle établit le prix définitif de la commande, sur base du prix de revient vérifié par elle, augmenté d'un pourcentage fixé par elle, compte tenu des divers éléments du marché, mais qui ne peut en aucun cas excéder 10 p. c. En tout état de cause, le prix définitif ne peut être supérieur au prix soumis lors de l'offre faite par l'entreprise.

Art. 4.

Le Commissaire du Gouvernement assiste de droit à titre consultatif, à toutes réunions des organes de gestion ou d'administration de l'entreprise

Voorstel van wet tot invoering van een controle op de belangrijke militaire uitgaven.

Eerste Artikel.

Iedere bestelling van materieel, wapens en munitie, bestemd voor de Land-, Lucht- en Zeemacht, is onderworpen aan een controle, die wordt uitgeoefend zoals hierna is bepaald.

Art. 2.

Bij iedere onderneming die een bestelling ontvangt, wordt een Controlecommissie aangewezen, bestaande uit :

- een Regeringscommissaris, door de Minister van Landsverdediging benoemd, die het voorzitterschap ervan waarneemt ;
- vijf deskundigen, door het Parlement aangewezen naar rato van drie door de Kamer van Volksvertegenwoordigers en twee door de Senaat ;
- vijf vertegenwoordigers van de meest representatieve beroepsverenigingen van werknemers.

De Commissie wijst een bedrijfsrevisor aan, met opdracht haar in haar taak bij te staan.

Art. 3.

De Controlecommissie heeft een drievoudige taak :

1° vóór het afsluiten van de overeenkomst gaat zij na of de offerte zowel technisch als economisch beantwoordt aan de door de Minister van Landsverdediging te stellen voorwaarden. Geen overeenkomst kan worden gesloten dan op eenstemmig advies van de Commissie ;

2° tijdens de uitvoering van de bestelling waakt de Commissie ervoor dat de afwikkeling van de verrichtingen volgens de vastgestelde programma's geschiedt ;

3° bij de levering bepaalt de Controlecommissie de definitieve prijs van de bestelling op grond van de door haar geverifieerde kostprijs, verhoogd met een percentage dat door haar wordt vastgesteld met inachtneming van de verschillende bestanddelen van de overeenkomst, maar die in geen geval 10 pct. mag overschrijden. De definitieve prijs mag in geen geval hoger zijn dan de prijs die de onderneming bij haar offerte heeft opgegeven.

Art. 4.

De Regeringscommissaris woont van rechtswege als raadgever alle vergaderingen bij van de beheers- en bestuursorganen van de onderneming

soumise au contrôle de la Commission. Il a accès à tous documents généralement quelconques. Il pourra se faire accompagner du reviseur attaché à la Commission de Contrôle.

Art. 5.

Les Commissions de Contrôle font, chaque année, un rapport sur leur activité, qui est adressée au Ministre de la Défense nationale. Ce dernier communique ces rapports au Parlement.

Art. 6.

Le Ministre de la Défense nationale est chargé de l'application de la présente loi. Il détermine notamment toutes règles de fonctionnement des Commissions de Contrôle.

S. FLAMME.
H. ROLIN.
Louis DESMET.
A. MOLTER.
H. RASSART.

die onder de controle van de Commissie staat. Hij kan inzage nemen van alle om het even welke bescheiden. Hij mag zich doen vergezellen van de revisor die verbonden is aan de Controlecommissie.

Art. 5.

De Controlecommissies maken ieder jaar een verslag op over haar werkzaamheden, dat aan de Minister van Landsverdediging wordt gericht. Deze deelt de inhoud van die verslagen mede aan het Parlement.

Art. 6.

De Minister van Landsverdediging is belast met de uitvoering van deze wet. Hij stelt onder meer alle regels voor betreffende de werkzaamheden van de Controlecommissies.